

FINANCEMENT DE LA RECHERCHE : LA TAILLE NE FAIT RIEN À L'AFFAIRE !

Publié par le SNPTES

Le premier Ministre Manuel Valls, lors d'un déplacement à Besançon le 29 septembre a lancé un nouvel appel à projets IDEX/ISITE* doté de 3,1 milliards d'euros sur le site de l'ANR (<http://www.agence-nationale-recherche.fr/IDEX-ISITE-2014>).

Le SNPTES s'est déjà largement exprimé sur ce sujet (<http://www.snptes.fr/IDEX-iSITE-la-course-aux.html>). Mais il est intéressant de revenir sur les motivations et les justifications d'un tel dispositif.

L'objectif pour Manuel Valls, au travers ces appels d'offres, est de créer davantage de « *super universités* » dans l'esprit de la première phase d'IDEX 2011. Cet objectif s'inscrit dans la politique de fusions d'établissements ou de COMUE visant à créer une dizaine d'universités de taille mondiale pour répondre à l'obsédant diktat des classements internationaux dont celui de Shanghai qui retient toutes les attentions.

Le SNPTES dénonce cette course au gigantisme. La taille de l'université n'est certainement pas le critère le plus abouti en matière de classement. Il suffit pour s'en convaincre de reprendre le dernier classement de Shanghai en s'intéressant au nombre d'étudiants.

1 ^{er} Harvard	➔	20 000 étudiants
2 ^e Stanford	➔	16 000 étudiants
3 ^e MIT	➔	10 270 étudiants
5 ^e Cambridge	➔	16 500 étudiants
9 ^e Oxford	➔	21 690 étudiants
19 ^e École polytech De Zurich	➔	14 120 étudiants

Le SNPTES s'interroge sur la pertinence de ce classement car il oppose des conceptions différentes en matière d'enseignement supérieur et de recherche liées à des contextes sociaux-économiques et culturels différents.

Le SNPTES rappelle qu'il existe d'autres classements plus pertinents qui sont des références pour la communauté scientifique.

Le SNPTES, comme il l'a rappelé lors des assises de l'enseignement supérieur et de la recherche, soutient la création d'une politique d'enseignement supérieur et de recherche commune au niveau européen. Dans cet esprit il demande que soit simplifié l'accès aux financements européens notamment en matière de cofinancement de projets.

Le SNPTES rappelle qu'il n'est pas opposé aux financements sur projets dès lors que les budgets des laboratoires sont assurés de manière pérenne sur des fonds publics.

Le SNPTES formule le vœu que le premier ministre écoutera la communauté scientifique qui exprimera ses inquiétudes et ses attentes dans le cadre du mouvement « *science en marche* ».

Le SNPTES attend, de nos autorités de tutelle, des réponses concrètes autres que des paroles lénifiantes aux questions qui lui sont posées.

Choisy-le-Roi, le 06 octobre 2014